

Synthèse de la thématique "Se loger"

134 contributions citoyennes organisées par sous-thématiques

Encourager la rénovation des bâtiments existants pour améliorer leur isolation thermique

- [Corriger l'opération "isolation à 1 euro", qui présente de nombreux défauts de fonctionnement.](#)
- [Rendre obligatoire le dispositif "DORÉMI" mis en place par l'institut négaWatt, dispositif de rénovation performante des maisons individuelles.](#)
- [Préférer investir dans l'isolation thermique des logements que dans les énergies renouvelables, la production d'électricité en France étant déjà largement décarbonée.](#)
- [Débloquer les fonds promis pour la rénovation énergétique des logements en utilisant par exemple une campagne de financement participatif.](#)
- [Installer des appareils thermostatiques limitant à un certain plafond la température de la pièce.](#)
- [Rendre obligatoire l'isolation thermique par l'extérieur des bâtiments à chaque ravalement de façade.](#)
- [Peindre les toitures en blanc pour minimiser l'absorption de chaleur.](#)
- [Végétaliser les toits afin d'isoler les bâtiments.](#)
- [Faciliter la mise en place des Isolations Thermiques par l'Extérieur \(ITE\) en les autorisant en limite de propriété.](#)

Adopter de nouveaux modes et matériaux de construction pour les bâtiments neufs

- [Interdire la construction de maisons individuelles, à l'exception des habitats légers \(roulotte, yourte, cabane\) ou écologiques \(maisons en bois ou en pierres locales, earthship, kerterre\) ou de type "tiny house" \(habitat à faible empreinte environnementale, peu cher et rapide à mettre en œuvre\).](#)
- [Arrêter l'utilisation de ciment ou de plomb pour la construction et se tourner vers des matériaux biosourcés : argile, béton de chanvre, bois massif, ... Isoler les bâtiments avec des plaquettes dérivées de cabosses de cacao ou de marcs de café.](#)
- [Rendre obligatoire l'écoconception.](#)
- [Veiller à ce que les bâtiments neufs soient autosuffisants \(potager, phytoépuration des eaux usées, production d'énergie, haies écologiques, isolation, récupération de l'eau de pluie, ...\).](#)
- [Réutiliser les déchets du secteur du BTP, réemployables à hauteur de 25%, grâce au soutien de l'État \(promotion dans les appels d'offre publics, garanties...\).](#)
- [Obliger à la déconstruction sélective pour les bâtiments de plus de 1000 m² et la réalisation d'un diagnostic des ressources réemployables.](#)
- [Réinventer notre conception de l'architecture en produisant des bâtiments compacts et en réduisant au maximum la surface vitrée.](#)

Soutenir le recours collectif et domestique aux énergies renouvelables (ENR), malgré quelques nuances

- [Décarboner la production de chauffage en remplaçant le fioul par de nouvelles méthodes \(pompe à chaleur, géothermie, biogaz...\).](#)
- [Remplacer toutes les sources de chaleur fossiles \(fioul et gaz\) par des sources décarbonées \(pompes à chaleur, électricité, énergie solaire, bois...\).](#)
- [Utiliser le bois pour se chauffer, à condition de ne brûler que la repousse.](#)
- [Proscrire l'utilisation des résidences secondaires en saison froide.](#)
- [Garantir une autosuffisance alimentaire et énergétique à l'échelle du foyer grâce à la récupération de l'eau de pluie, l'installation d'éoliennes et de panneaux solaires, l'utilisation d'une climatisation naturelle \(puits canadien\) ou encore le reboisement des terres agricoles.](#)
- [Imposer l'utilisation de matériaux écologiques et d'énergies renouvelables pour les rénovations ou les constructions. Par exemple, subventionner l'énergie solaire dans les habitats : imposer l'équipement de panneaux solaires pour les nouveaux bâtiments et s'inspirer du procédé de l'isolation à 1 euro pour les bâtiments déjà existants.](#)
- [Favoriser le solaire thermique, technologie alternative aux panneaux photovoltaïques, fiable et peu chère, mais pas assez connue en France.](#)
- [Subventionner les installations solaires et éoliennes autonomes \(notamment en ville et sur les péniches\) permettant de diminuer les pertes par transport.](#)
- [Interdire les chauffages des terrasses et la climatisation des magasins ouverts.](#)
- [Chauffer les villes en récupérant la chaleur perdue des centrales électriques.](#)

Synthèse de la thématique "Se loger"



- [Utiliser des vêtements, couettes ou coussins chauffants \(-95 % de consommation de chauffage\).](#)
- [Utiliser un ballon d'eau chaude thermodynamique et solaire, et des cabines de douche isolées et chauffées.](#)
- [Favoriser le chauffage électrique et l'eau chaude/chauffage solaire thermique.](#)
- [Lutter contre la climatisation abusive et distinguer la climatisation nécessaire \(alimentation...\) de celle qui ne l'est pas. Sensibiliser aux comportements à adopter pendant les périodes de canicule \(ouverture des fenêtres en début de journée\).](#)
- [Décréter un moratoire sur les investissements dans les éoliennes, dont l'exploitation ne parvient pas à répondre à nos besoins et se fait loin de la France.](#)
- [Prendre conscience du caractère indispensable du nucléaire dans le mix énergétique français, énergie non émettrice de CO2 et beaucoup plus productive que les éoliennes et le photovoltaïque. Se concentrer donc seulement sur la fermeture totale des centrales à charbon.](#)
- [Interdire le chauffage électrique individuel.](#)

Limiter la consommation d'eau et optimiser sa gestion

- [Rénover le réseau de distribution d'eau potable, trop vieux, et construire des réserves pour gagner en résilience.](#)
- [Optimiser l'utilisation en eau en promouvant la construction de toilettes sèches et de système de traitement des excréments, alimentant des usines de méthanisation.](#)
- [Ne plus utiliser d'eau potable dans les toilettes et économiser l'eau avec l'installation de mousseurs ou de régulateurs de débit de douche.](#)
- [Mettre en place un circuit d'eau non potable.](#)
- [Rendre obligatoire un système de récupération d'eau de pluie.](#)

Lutter contre l'étalement urbain pour limiter les transports et l'artificialisation des sols

- [Pénaliser fiscalement les constructions d'habitat contribuant à l'artificialisation des sols, grâce au dispositif Pinel ou à la taxe d'aménagement.](#)
- [Interdire la vacance de logements ou de bureaux au-delà d'un certain temps, notamment dans les espaces sous tension.](#)
- [Interdire les constructions neuves dans des communes avec plus de 30 ou 40 % de logements inoccupés ou abandonnés.](#)
- [Mieux se préparer à l'objectif "zéro artificialisation nette des sols" en 2030 qui présente aujourd'hui des effets pervers.](#)
- [Élargir les SCoT aux aires d'influence urbaine.](#)
- [Taxer les logements vides.](#)

Faire émerger de nouveaux modes d'habitat collectif et de végétalisation urbaine

- [Revégétaliser les centres urbains et repenser les plans d'urbanisme afin de redynamiser les centres-villes pour ne pas développer les zones rurales.](#)
- [Interdire la construction de pavillons et favoriser la construction de logements dans une logique verticale, en appuyant sur leur végétalisation.](#)
- [Mettre en place un système solidaire de services entre particuliers pour offrir un logement en échange de main d'œuvre.](#)
- [Réquisitionner les logements vacants pour l'accueil d'urgence des sans-abris et des réfugiés.](#)
- [Faciliter la construction de bâtiments d'urgence \(s'inspirer des hôtels capsules japonais, réquisitionner les bâtiments religieux ou des habitats vides, distribuer des tentes isothermes,...\) et revenir sur les lois LOPPSI et LOPPSI 2 afin de rendre plus accessible l'installation de logements démontables.](#)
- [Subventionner l'emménagement dans les campagnes dépeuplées pour mieux répartir la population sur le territoire.](#)
- [Inciter à l'investissement dans l'habitat partagé dans des zones peu habitées grâce à une faible taxation de la transmission du capital.](#)
- [Créer des zones "fraîches" pour lutter contre la canicule.](#)
- [Végétaliser les villes pour lutter contre les îlots de chaleur et mettre en place des réseaux de refroidissements urbains.](#)
- [Instaurer un taux minimal de foyers par commune ayant accès à des jardins partagés.](#)
- [Instaurer un bonus/malus sur la taxe foncière des propriétaires de logements collectifs, en fonction du nombre de foyers ayant accès à des jardins. Créer des postes d'animateurs dans ces jardins.](#)
- [Inciter au partage des équipement électroménagers au sein des immeubles ou des quartiers.](#)
- [Rendre le logement accessible pour tous.](#)

Synthèse de la thématique “Se loger”



- [Repenser l'urbanisme pour réduire la distance domicile-travail.](#)
- [Inverser la localisation des bureaux et des HLM.](#)
- [Créer au sein de la ville de véritables écosystèmes en s'intéressant aux essences des plantes plutôt qu'à leur esthétique.](#)
- [Imposer l'usage d'un composteur au sein des copropriétés.](#)
- [Réformer l'assiette du versement transport.](#)
- [Revoir les péréquations dans les secteur des transports au niveau des aires urbaines.](#)
- [Soutenir en milieu rural l'autonomie énergétique, des systèmes d'épuration et de traitement des déchets plutôt que le raccordement.](#)
- [Diminuer la taille des habitations en fixant des paliers de taxation écologique.](#)

Apporter des informations et conseils aux particuliers et aux entreprises

- [Former les citoyens pour renforcer leur implication dans la transition écologique en prenant exemple sur la formation d'accompagnateur d'autoréhabilitation accompagnée \(ARA\).](#)
- [Organiser des concours participatifs de sobriété énergétique. S'inspirer notamment des Défis Citoyens Locaux pour le Climat et la Sobriété \(DÉCLICS\) afin d'impliquer les citoyens.](#)
- [Sécuriser les maîtres d'ouvrage en leur proposant un accompagnement professionnel personnalisé. Sécuriser également les professionnels et les territoires prêts à innover. S'inspirer du rapport Berrier.](#)
- [Former et labelliser les professionnels : les coordonner sous l'égide d'une organisation unique.](#)
- [Créer un indicateur statistique local dénombant les ménages ayant entrepris des travaux de rénovation de leur logement, afin d'encourager les ménages ne l'ayant pas fait et d'appuyer les élus locaux.](#)
- [Promouvoir une action citoyenne positive à travers les gains de pouvoir d'achat potentiels.](#)
- [Renforcer la formation professionnelle des métiers de la rénovation.](#)
- [Mieux former les professionnels des services de l'Etat distribuant les permis de travaux et de construire.](#)

Déployer de nouvelles aides financières, notamment à destination des ménages les plus modestes

- [Taxer de manière progressive la consommation d'eau et d'électricité afin de désinciter à la surconsommation \(proportionnellement au nombre d'individus dans le foyer\).](#)
- [Diminuer les coûts fixes des factures d'eau et d'électricité afin de ne pas pénaliser les ménages consommant peu.](#)
- [Introduire une fiscalité avantageuse \(TVA à 0 %\) sur les travaux de rénovation énergétique et de construction d'installations de production d'énergie renouvelable.](#)
- [Mettre en place une taxation \(malus\) sur les revenus fonciers tirés des locations de logements, basée sur la performance énergétique \(DPE\).](#)
- [Rembourser les travaux d'isolation en se basant sur la différence de consommation de chauffage avant et après les travaux et sur le prix du kWh.](#)
- [Mettre en place un vaste plan de lutte contre la précarité énergétique : rétablir le crédit d'impôt pour la rénovation des ouvertures et mettre en place des programmes de détection des passoires énergétiques.](#)
- [Rendre plus lisibles et accessibles les aides à la mise en place des panneaux photovoltaïques.](#)
- [Élargir les aides au logement \(APL\).](#)
- [Ne pas exclure les ménages aisés des dispositifs d'aide à la rénovation énergétique de l'habitat. Dans ce sens, ne conserver que les niches fiscales qui sont favorables à l'environnement.](#)
- [Mettre en place une aide financière standard et quel que soit le revenu.](#)
- [Changer le calcul de la prime d'Etat relative aux pompes à chaleur afin qu'elle bénéficie aux consommateurs plutôt qu'aux chauffagistes.](#)
- [Inciter les entreprises à investir dans les villes peu attractives afin d'arrêter le développement des grandes métropoles, de redynamiser les zones rurales et d'y améliorer la qualité de vie.](#)
- [Permettre le déblocage anticipé des épargnes salariales à des fins d'amélioration des performances énergétiques des habitats.](#)
- [Simplifier les procédures de rénovation des logements et garantir une prise en charge totale des travaux.](#)
- [Augmenter les plafonds des aides pour favoriser les rénovations globales plutôt que les travaux secondaires.](#)

Instaurer des mesures fiscales et réglementaires contraignantes

- [Imposer un bilan énergétique basse consommation \(BBC\) pour les rénovations d'habitat et un bilan passif pour les constructions.](#)
- [Réglementer l'usage de la climatisation : imposer une température minimale et une évacuation de l'air chaud en haut des immeubles. Se tourner vers de climatisation passive \(réseaux de froid\). Interdire les chauffages des terrasses et la climatisation des magasins ouverts.](#)

Synthèse de la thématique "Se loger"

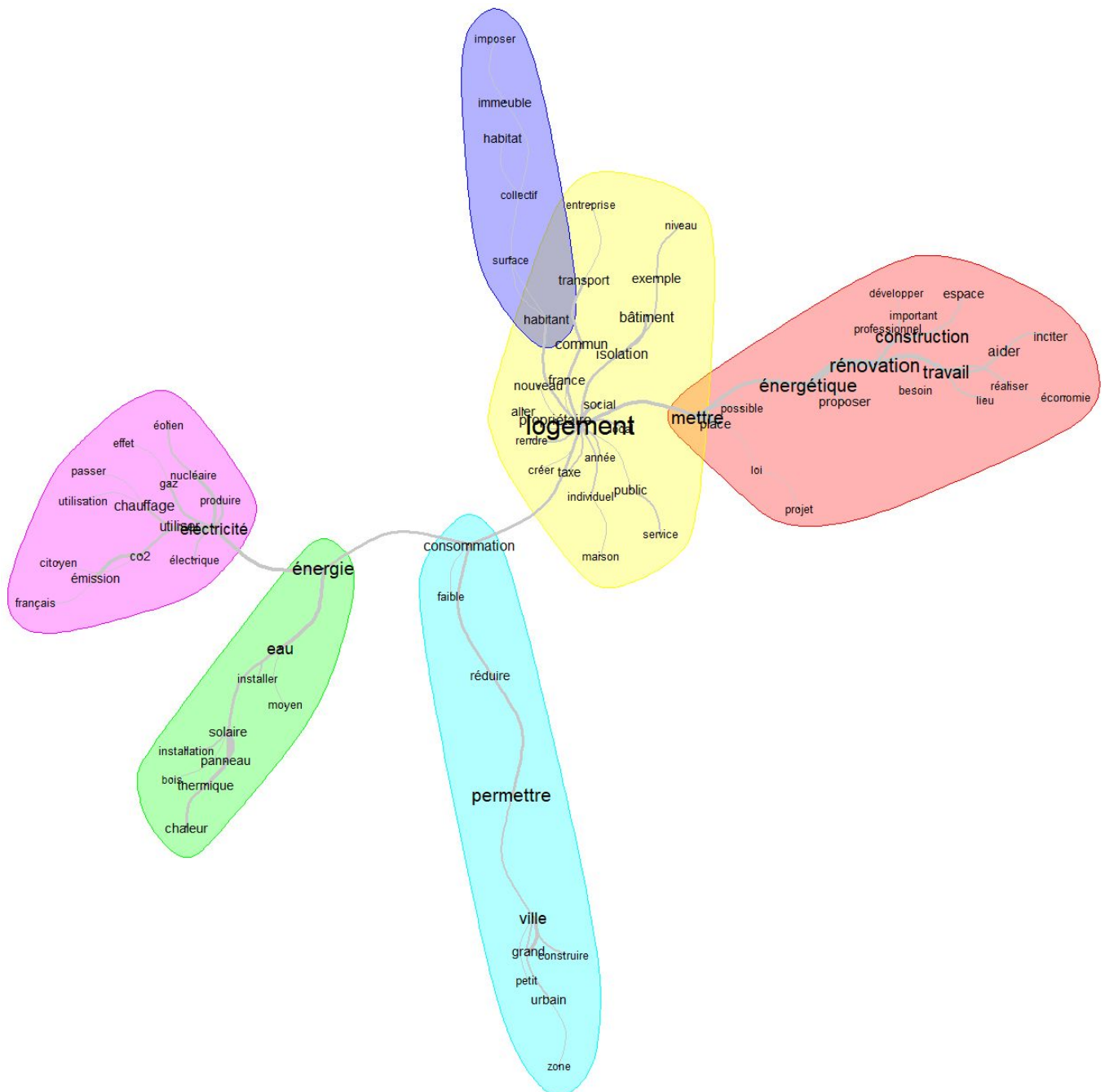


- [Abandonner la mention RGE \("Reconnu Garant de l'Environnement"\), coûteuse et défavorisant les artisans.](#)
- [Réformer la RGE en obligeant tous les employés de l'entreprise à se former tous les ans.](#)
- [Instaurer un indicateur de la qualité de desserte d'un logement en termes de transports collectifs. Pour cela, s'inspirer du diagnostic de performance énergétique avec une échelle allant de A à G. Faire apparaître cet indicateur sur les documents de vente et de location.](#)
- [Revoir la réglementation thermique \(notamment la RT 2012, qui a renforcé l'importance du gaz au détriment de l'électricité\) pour favoriser l'utilisation directe de sources renouvelables \(chauffe eau solaire ou pompe à chaleur\). Notamment \[changer le facteur de conversion énergie primaire/énergie finale.\]\(#\)](#)
- [Interdire les copropriétés sans compteurs individuels \(eau, air conditionné...\).](#)
- [Donner au CSTB la mission d'éditer les fiches FDES des matériaux utilisés pour la rénovation ou la construction dans un but de plus de transparence.](#)
- [Modifier le code de l'urbanisme pour que toute création de surface imperméabilisée nécessite le dépôt d'une déclaration préalable.](#)
- [Interdire la location des "passoires énergétiques".](#)
- [Contrôler le bon fonctionnement des diagnostics énergétiques. Proposer des aides selon les résultats du diagnostics et non pas selon le revenu.](#)
- [Contraindre les collectivités territoriales et les constructeurs à planter un arbre pour chaque construction de logement.](#)
- [Fournir un "permis de louer" à condition de respect de normes environnementales.](#)
- [Imposer le respect de la norme THPE \(Très Haute Performance Énergétique\) aux bâtiments neufs.](#)
- [Obliger les propriétaires à consulter l'espace info énergie \(EIE\) pour toute subvention ou permis de travaux et de construire.](#)
- [Créer un service de contrôle public qui vérifie aléatoirement des logements et leur conformité à la loi en vigueur au moment de la construction/de l'application de la RGE et qui sanctionne les entreprises.](#)
- [Revoir les normes de construction dans le neuf et y intégrer les contraintes estivales.](#)
- [Revoir les modes de scrutin au sein des copropriétés afin de faciliter la rénovation des bâtiments.](#)
- [Faire contribuer davantage les entreprises et notamment les plus polluantes.](#)
- [Instaurer une taxe sur les locations de logements proportionnelle à sa performance énergétique.](#)
- [Répercuter le surcoût de la facture énergétique lié à la malfaçon sur le responsable.](#)
- [Appliquer une TVA à taux réduit sur les isolants biosourcés et sur les produits décoratifs issus à plus de 90% de produits naturels et biodégradables.](#)

Autres contributions diverses

- [Mener un débat citoyen sur la conservation du patrimoine culturel \(façades, ...\) et la nécessité de sa rénovation.](#)
- [Maîtriser la démographie en mettant fin aux politiques natalistes encourageant les familles nombreuses et en utilisant davantage la contraception.](#)
- [S'inspirer du scénario Négawatt afin de réduire les émissions françaises de CO² de 7,6% par an](#)
- [Mettre en place des réserves naturelles connectées et des jardins partagés. Reboiser les parcs dans les zones urbaines.](#)
- [Interdire les éclairages nocturnes inutiles.](#)
- [Réaliser un audit de la consommation énergétique de la navigation internet et agir en conséquence.](#)
- [Faciliter la lecture de la consommation énergétique des foyers.](#)
- [S'inspirer du concept Dit Zident.](#)
- [Faciliter la réalisation de diagnostics et d'études par des experts pour les particuliers.](#)
- [Inciter à l'utilisation de LED.](#)
- [Attribuer des chèques taxi aux personnes âgées pour faciliter leur mobilité.](#)
- [Utiliser l'espace central des autoroutes pour placer des panneaux solaires.](#)

Ce second graphique sous forme de "schéma de co-occurrence" montre quels mots ont été les plus associés parmi les 83 mots les plus fréquents. Les couleurs sont aléatoires mais les mots sont reliés dans de grands ensembles à travers des nœuds dont découlent des associations d'idées. Plus les lignes entre elles sont épaisses, plus les mots sont liés dans les contributions.



8 contributions d'organisations présentées par leur résumé

**PAS DE LOGO
DISPONIBLE**

Garantir des logement de qualité à la population : appliquer la loi, contrôler les bâtiments, obliger à consulter les Espaces Info Energie (EIE) (Annonay Com'Une Planète)

Actuellement, les logements ne sont pas de bonne qualité énergétique. Une grande part du parc est ancienne et non rénovée, une part du neuf n'est pas aux normes. Les professionnels du bâtiment tardent à adopter les pratiques vertueuses. Les lois et les aides actuelles dans le domaine du bâtiment et de l'urbanisme ne permettent pas d'atteindre les objectifs nécessaires. Il faut donc repenser les montants et critères des aides financières, l'application de la RT et l'urbanisme pour le neuf.

Les freins sont multiples : personnes qui se pensent sachantes et ne font pas appel à des professionnels qualifiés ou aux espaces info énergie, aides plafonnées à des seuils tellement bas qu'une rénovation de qualité n'est pas possible, professionnels conventionnels qui n'appliquent pas les bonnes pratiques, BET qui attribuent des certificats RT à des projets qui ne la respectent pas.



Solutions opérationnelles pour massifier la rénovation du parc français de logement (Association négaWatt)

L'Association négaWatt porte depuis plusieurs années des propositions en faveur de la mise en œuvre d'une obligation de rénovation performante, permise par la mise en place d'un outil de financement simple, fondé sur l'équilibre en trésorerie des ménages investissant dans des travaux d'économie d'énergie. Notre contribution a pour objet de présenter ces propositions.



En finir avec les passoires énergétiques, et accompagner les ménages (CFDT)

Le secteur du bâtiment est le plus énergivore, avec 45 % de l'énergie finale consommée, et à l'origine de 27 % des émissions de gaz à effet de serre en France. La rénovation énergétique des bâtiments est un enjeu majeur de la transition écologique. Près de 3,3 millions de ménages français – soit 6,7 millions de personnes (12% de la population française) – ont des difficultés à payer leur facture d'énergie.



Auto réhabilitation accompagnée du logement (ARA) (FédAc - fédération des accompagnateurs à l'autoproduction et à l'entraide dans le bâtiment)

Créée en 2015, la FEDAC rassemble des professionnels du bâtiment qui ont pour objectif de multiplier dans de bonnes conditions l'offre d'accompagnement à l'auto réhabilitation « tous publics », en particulier vers les très nombreux ménages modestes.

Le rapport Open 2015 diffusé par l'ADEME signale que beaucoup de maîtres d'ouvrage sont bloqués par l'obstacle financier. En revanche, dans de nombreux cas la mobilisation de l'apport en industrie des maîtres d'ouvrage dans le cadre d'un chantier d'ARA permet de favoriser le passage à l'acte de la rénovation énergétique. D'ores et déjà le rapport TREMI constate que près de 40% des travaux de rénovation sont réalisés par les maîtres d'ouvrages en autonomie totale ou accompagnée.

Le rapport Berrier, du CGEDD sur la "Contribution de l'auto-réhabilitation accompagnée au plan de rénovation énergétique de l'habitat" (2014), conclut « Un changement d'échelle s'impose donc, qui rend nécessaire et pertinent de solliciter davantage l'apport en industrie des ménages et l'entraide pour rénover leur logement. » (p.23).

Il faut donner corps aux propositions du Rapport Berrier concernant le cadre réglementaire, assurantiel et financier pour faciliter la diffusion de l'accompagnement à l'auto réhabilitation et sécuriser les pratiques.



L’auto réhabilitation accompagnée (ARA) « tous publics » et la rénovation énergétique du logement (PADES)

Le rapport Berrier, La Contribution de l’auto-réhabilitation au Plan de Rénovation Energétique de l’Habitat (2014), constate l’impossibilité du secteur marchand à pourvoir seul aux besoins en travaux des ménages. Il conclut « Un changement d’échelle de l’auto réhabilitation accompagnée s’impose donc, qui rend nécessaire et pertinent de solliciter davantage l’apport en industrie des ménages et l’entraide pour rénover leur logement. ». Il faut rendre l’accompagnement à l’auto production du logement accessible à tous les ménages qui souhaitent s’y engager.

Les besoins en accompagnement sont considérables. L’étude des pratiques actuelles d’accompagnement (Rapport PADES/PREBAT 2014) montre que Les chantiers hybrides associant maître d’ouvrage et artisans concernent à ce jour des ménages socialement bien intégrés et surtout « débrouillards », capables d’initiative et disposant d’un capital social et culturel important. Mais ils sont une minorité.

D’autres catégories- et ce sont les plus nombreux- qui ont des ressources financières limitées mais disposent de temps et de force de travail, ont besoin d’un accompagnement professionnel pour s’engager dans un chantier de rénovation de leur logement.

**PAS DE LOGO
DISPONIBLE**

Habitat des seniors (+ 60 ans) (Réseau Entour’Ages)

En complément des CLIC et de tous les organismes existant oeuvrant dans le champ des personnes de plus de 60 ans, le réseau entour’AGES veut réagir rapidement et efficacement à des demandes d’accompagnement de seniors sur la France entière.

Pour cela, il met en place un réseau de personnes ressources (professionnelles) dans des métiers divers. Nous sommes en contact avec une centaine de femmes (principalement) qui ont fait la démarche de passer une annonce dans des supports divers pour trouver ce type de travail :

- auxiliaires - assistantes de vie (voir définitions)
- dames de compagnie
- gardes malades
- aides-soignantes
- infirmières
- aides ménagères

Notre plus : une équipe polyvalente et une médiation, avec une bonne organisation comprenant internet.

Notre objectif est d’assurer une présence permanente et d’AIDER LES AIDANTS.

Pour la réussite de cet accompagnement, un contrat très détaillé est mis en place pour préciser tous les aspects matériels et financiers, ainsi que les aspects psychologiques. (Voir la charte des personnes âgées)

Structure souple et réactive, nous travaillons par internet (nécessaire, mais jamais suffisant) et par contact direct, au téléphone d’abord, puis nous organisons des RV en face-à-face dans l’une des régions de France. Suivi effectué chaque semaine par mel et par téléphone chaque mois.



Contribution du Secours Catholique au groupe "Se loger" (Secours Catholique - Caritas France)

Le Secours Catholique souhaite apporter par cette fiche sa contribution pour alimenter votre travail. Nos propositions se basent sur le travail réalisé dans le cadre du réseau RAPPEL (Réseau des Acteurs de la Pauvreté et de la Précarité Énergétique dans le Logement) et du Collectif Rénovons !



Définir le cadre juridique pour une approche plus durable de la construction et du logement (Volt France)

La construction et le logement gaspillent de grandes quantités d'espace, de ressources et d'énergie. Les grands projets de construction sont attribués aux promoteurs en fonction uniquement du prix, qui maximisent les mètres carrés vendables. Où sont les installations nécessaires pour créer des communautés dynamiques ? La question de l'accès aux transports publics ? Les espaces à vivre ? La construction de banlieues a empêché l'intégration sociale. Aujourd'hui, nous construisons des déserts en béton et des dortoirs qui empêcheront la transition vers une société durable. Sans un cadre juridique et des mesures incitatives, ces pratiques ne changeront pas.